



vous invitent à une rencontre-débat le mardi 25 Mai 2010 à 19 heures
à l'école Robespierre, rue Adrien-Huzard, à Aubervilliers

PENSIONS ET RETRAITES : UNE QUESTION DE REPARTITION DES RICHESSES

avec Gérard Filoche,

inspecteur du travail et signataire de l'Appel de la Fondation Copernic

et Yves Clot,

psychosociologue du travail

LES ACQUIS DE 1945

Le système de retraite français est basé depuis 1945 sur la solidarité entre tous les travailleurs et entre les générations. A partir de 60 ans, chacun, après avoir cotisé pendant un temps donné, touche une retraite fixée sur un pourcentage du salaire. Les cotisations versées aujourd'hui, à la fois par les salariés et par le patronat, servent à payer les pensions pour ceux qui sont à la retraite maintenant.

LES REGRESSIONS DÉJÀ ACTÉES

Depuis 1993, les différents gouvernements de droite ont engagé des réformes qui, les unes après les autres, attaquent ce système et produisent des catastrophes :
Allongement du nombre d'années de cotisation (bientôt 41,5) dans le privé et dans le public ;
Décote : pénalisation dans la pension quand le nombre d'annuités est insuffisant ;
Baisse des pensions en comptabilisant les 25 meilleures années de salaire au lieu des 10 meilleures ;
Inégalités aggravées entre les pensions touchées par les hommes et les femmes...

Tout cela fait que dès maintenant les retraites payées sont en baisse de 20 % sur celles versées il y a quelques années.

LA CONTRE RÉFORME À L'ÉTUDE

Mais SARKOZY, le gouvernement FILLON et le patronat veulent encore aggraver les choses :
- Repousser encore l'âge de départ légal à la retraite en le portant de 60 ans à 62, 65 voire 67 ans alors que déjà aujourd'hui, la moitié des personnes qui partent à la retraite ne travaillent plus depuis des années du fait des licenciements. L'obligation de travailler toujours plus longtemps freine les nouvelles embauches et augmente le chômage des jeunes.

- **Augmenter toujours plus le nombre de trimestres de cotisations** : l'entrée dans la vie active avec des années d'études qui allongent et des départs anticipés pour cause de chômage font que plus personne ne peut avoir son nombre de trimestre nécessaires à une retraite pleine !
- **Aligner tous les travailleurs, sous prétexte d'égalité, sur les conditions les moins avantageuses** et non sur les droits les plus hauts : après le passage à 40 annuités pour tous, ce fut la remise en cause des régimes spéciaux (SNCF, EDF) et pour les métiers les plus pénibles. Aujourd'hui, le gouvernement tire vers le bas tous les régimes dont celui des fonctionnaires.

D'AUTRES SOLUTIONS EXISTENT !

- > L'accroissement des recettes par la taxation des hauts revenus et des plus values boursières,
- > La suppression des exonérations de charges patronales (30 milliards),
- > Le remboursement des sommes impayées par l'Etat employeur...
- > En 20 ans, la part des salaires dans la répartition des richesses produites a baissé de 8 % (soit de 160 milliards par an) privant ainsi la Sécurité sociale et les caisses de retraite des ressources correspondantes.
- > Une vraie politique de création d'emplois : un million d'emplois à plein temps supplémentaires représentent 20 milliards d'euros de cotisations sociales en plus pour alimenter les caisses de retraites.

Il n'y a aucun sens à augmenter l'âge de la retraite alors que le chômage de masse sévit pour les jeunes.

Le financement des retraites est possible à condition d'en finir avec l'actuel partage éhonté de la richesse au bénéfice des revenus financiers.

La question des retraites pose celle de la société dans laquelle nous voulons vivre.

Tous ensemble,
nous souhaitons discuter de ces choix de société,
de la place du travail dans la vie de chacun,
de la répartition des richesses, de la précarité.
Nous vous invitons à débattre de ces sujets

le mardi 25 Mai 2010 à 19 heures
à l'école Robespierre, rue Adrien-Huzard



Les fédérés
federesauber@gmail.com